

**SOUS-COMMISSION PARITAIRE DE LA FABRICATION ET DU COMMERCE DE SACS EN JUTE
OU EN MATÉRIAUX DE REMPLACEMENT**

**CONVENTION COLLECTIVE DE TRAVAIL DU 23 NOVEMBRE 2015
RELATIVE AUX INITIATIVES DE FORMATION POUR LES GROUPES À RISQUE**

Vu le titre XIII, chapitre VIII, section 1 de la loi portant des dispositions diverses du 27 décembre 2006 et l'AR du 26 septembre 2013 ;

Vu l'article 30 de la loi relative au Pacte de solidarité entre les générations du 23 décembre 2005 et l'AR du 11 octobre 2007 ;

Vu l'AR du 19 février 2013 d'exécution de l'article 189, alinéa 4, de la loi du 27 décembre 2006 portant des dispositions diverses (I) ;

Vu le titre III, chapitre 1 de la loi concernant la promotion de l'emploi du 23 avril 2015 ;

Vu la convention collective de travail générale nationale du 14 octobre 2013 visant à prolonger la convention collective de travail générale nationale du 1^{er} septembre 2011 ;

Vu la convention collective de travail générale nationale du 23 novembre 2015 visant à prolonger la convention collective de travail générale nationale du 14 octobre 2013 ;

IL EST CONVENU ENTRE

la CSC, Confédération des syndicats chrétiens

la Centrale générale FGTB

la Centrale générale des syndicats libéraux de Belgique,

d'une part,

ET

Les employeurs des entreprises ressortissant à la Sous-commission paritaire de la fabrication et du commerce de sacs en jute ou en matériaux de remplacement,

d'autre part,

CE QUI SUIT :

CHAPITRE I^{er} - Champ d'application

Article 1

La présente convention collective de travail s'applique aux employeurs et aux ouvriers et ouvrières, dénommés ci-après « travailleurs », des entreprises ressortissant à la Sous-commission paritaire de la fabrication et du commerce de sacs en jute ou en matériaux de remplacement.

CHAPITRE II. - Portée de la convention

Art. 2.

La présente convention collective de travail est conclue pour les années 2015 et 2016 en exécution du chapitre VIII - Formation et qualité du travail - de la convention collective de travail générale nationale du 23 novembre 2015 visant à prolonger la convention collective de travail générale nationale du 14 octobre 2013 de la Sous-commission paritaire de la fabrication et du commerce de sacs en jute ou en matériaux de remplacement, en application du titre XIII, chapitre VIII, section 1 de la loi portant des dispositions diverses du 27 décembre 2006 et en application de l'article 30 de la loi relative au Pacte de solidarité entre les générations du 23 décembre 2005.

Art. 3.

En application de l'article 8 de la convention collective de travail du 12 avril 2002, conclue au sein de la Sous-commission paritaire de la fabrication et du commerce de sacs en jute ou en matériaux de remplacement, instituant un fonds de sécurité d'existence et fixant ses statuts, rendue obligatoire par arrêté royal du 28 août 2002, publiée au Moniteur belge du 9 octobre 2002, les employeurs qui, au cours de 2015 et/ou 2016, prennent ou ont pris des initiatives de formation des ouvriers, peuvent bénéficier d'une indemnité forfaitaire, à charge du « Fonds de sécurité d'existence de la fabrication et du commerce de sacs en jute ou en matériaux de remplacement ».

Art. 4.

Ces initiatives de formation sont destinées prioritairement aux remplaçants des travailleurs en régime de chômage avec complément d'entreprise. S'il n'y a pas de remplaçants, ces moyens seront affectés de préférence à de nouvelles embauches.

Art. 5.

Cette indemnité forfaitaire est uniquement octroyée après demande écrite préalable, adressée au comité de gestion du fonds précité, p/a Krommewege 52, à 9990 Maldegem.

Art. 6.

Le montant de l'indemnité forfaitaire est fixé par le comité de gestion du fonds précité selon les dépenses budgétaires annuelles.

Art. 7.

Le total des dépenses annuelles s'élèvera en 2015 et en 2016 de toute façon à 0,20 p.c. de la masse salariale brute.

Art. 8.

En cas de régime de chômage avec complément d'entreprise, l'engagement de remplacement sera respecté en faisant en priorité appel à des personnes appartenant aux groupes à risque.

Pour l'application de la présente convention collective de travail, les parties entendent par « groupes à risque » :

- les travailleurs du secteur de la fabrication et du commerce de sacs en jute ou en matériaux de remplacement qui, sans formation ni recyclage, courent le risque de devenir chômeurs de longue durée ;
- les travailleurs qui perdent leur travail en raison d'une restructuration ou d'une fermeture de leur entreprise et qui, sans formation ni recyclage, courent le risque de devenir chômeurs de longue durée ;
- les travailleurs qui sont touchés par le chômage temporaire pendant une longue période ;
- les demandeurs d'emploi.

Art. 9.

Au moins 0,05 % de la masse salariale doit être réservé en faveur d'un ou plusieurs des groupes à risque suivants :

1. les travailleurs âgés d'au moins 50 ans qui travaillent dans le secteur ;
2. les travailleurs âgés d'au moins 40 ans qui travaillent dans le secteur et qui sont menacés par un licenciement :
 - a) soit parce qu'il a été mis fin à leur contrat de travail moyennant un préavis et que le délai de préavis est en cours ;
 - b) soit parce qu'ils sont occupés dans une entreprise reconnue comme étant en difficulté ou en restructuration ;
 - c) soit parce qu'ils sont occupés dans une entreprise où un licenciement collectif a été annoncé ;
3. les personnes inoccupées et les personnes qui travaillent depuis moins d'un an et qui étaient inoccupées au moment de leur entrée en service. Par « personnes inoccupées », on entend :
 - a) les demandeurs d'emploi de longue durée, à savoir les personnes en possession d'une carte de travail visée à l'article 13 de l'arrêté royal du 19 décembre 2001 de promotion de la mise à l'emploi de demandeurs d'emploi de longue durée ;
 - b) les chômeurs indemnisés ;
 - c) les demandeurs d'emploi qui sont peu qualifiés ou très peu qualifiés au sens de l'article 24 de la loi du 24 décembre 1999 de promotion de la mise à l'emploi ;
 - d) les personnes qui, après une interruption d'au moins une année, réintègrent le marché du travail ;
 - e) les personnes ayant droit à l'intégration sociale en application de la loi du 26 mai 2002 concernant le droit à l'intégration sociale et les personnes ayant droit à une aide sociale en application de la loi organique du 8 juillet 1976 des centres publics d'aide sociale ;
 - f) les travailleurs qui sont en possession d'une carte de réduction restructurations au sens de l'arrêté royal du 9 mars 2006 relatif à la politique d'activation en cas de restructurations ;
 - g) les demandeurs d'emploi d'origine étrangère qui ne possèdent pas la nationalité d'un État membre de l'Union européenne ou dont au moins l'un des parents ne possède pas cette nationalité ou ne la possédait pas au moment de son décès ou dont au moins deux des grands-parents ne possèdent pas cette nationalité ou ne la possédaient pas au moment de leur décès ;

4. les personnes avec une aptitude au travail réduite, c'est-à-dire :
- les personnes qui satisfont aux conditions pour être inscrites dans une agence régionale pour les personnes handicapées ;
 - les personnes avec une incapacité de travail définitive d'au moins 33 p.c. ;
 - les personnes qui satisfont aux conditions médicales pour bénéficier d'une allocation de remplacement de revenu ou d'une allocation d'intégration en vertu de la loi du 27 février 1987 relative aux allocations aux personnes handicapées ;
 - les personnes qui sont ou étaient occupées comme travailleurs du groupe cible chez un employeur qui tombe dans le champ d'application de la Commission paritaire pour les entreprises de travail adapté et les ateliers sociaux ;
 - la personne handicapée qui ouvre le droit aux allocations familiales majorées sur la base d'une incapacité physique ou mentale de 66 p.c. au moins ;
 - les personnes qui sont en possession d'une attestation délivrée par la Direction générale Personnes handicapées du Service public fédéral Sécurité sociale pour l'octroi des avantages sociaux et fiscaux ;
 - la personne bénéficiant d'une indemnité d'invalidité ou d'une indemnité pour accident du travail ou maladie professionnelle dans le cadre de programmes de reprise du travail ;
5. les jeunes qui n'ont pas encore 26 ans et qui suivent une formation, soit dans un système de formation en alternance, soit dans le cadre d'une formation professionnelle individuelle en entreprise telle que visée par l'article 27, 6° de l'arrêté royal du 25 novembre 1991 portant la réglementation du chômage, soit dans le cadre d'un stage de transition visé à l'article 36quater du même arrêté royal du 25 novembre 1991.

Art. 10.

L'effort visé à l'article 9 doit être destiné au moins pour moitié à des initiatives en faveur d'un ou plusieurs des groupes suivants :

- a) les jeunes visés à l'article 9, 5° ;
- b) les personnes visées à l'article 9, 3° et 4°, qui n'ont pas encore atteint l'âge de 26 ans.

Art. 11.

Le comité de gestion du fonds précité est chargé de l'exécution de la présente convention collective de travail et de veiller aux demandes, aux programmes de formation et au décompte des interventions financières demandées.

Art. 12.

Le comité de gestion fait annuellement une évaluation des efforts réalisés, qui est annexée au rapport du fonds à la sous-commission paritaire.

Art. 13.

Les parties signataires demandent que la présente convention collective de travail soit rendue obligatoire par arrêté royal.

Art. 14.

La présente convention collective de travail entre en vigueur le 1^{er} janvier 2015 et cesse de produire ses effets le 31 décembre 2016.

**PARITAIR SUBCOMITE VOOR HET VERVAARDIGEN VAN EN DE HANDEL IN ZAKKEN IN JUTE
OF IN VERVANGINGSMATERIALEN**

**COLLECTIEVE ARBEIDSOVEREENKOMST VAN 23 NOVEMBER 2015
BETREFFENDE VORMINGSINITIATIEVEN VOOR RISICOGROEPEN**

Gelet op titel XIII, hoofdstuk VIII, afdeling 1 van de wet houdende diverse bepalingen van 27 december 2006 en het KB van 26 september 2013;

Gelet op artikel 30 van de Wet op het Generatiepact van 23 december 2005 en het KB van 11 oktober 2007;

Gelet op het KB van 19 februari 2013 tot uitvoering van artikel 189, vierde lid, van de wet van 27 december 2006 houdende diverse bepalingen (I);

Gelet op titel III, hoofdstuk 1 van de wet tot verbetering van de werkgelegenheid van 23 april 2015;

Gelet op de algemene nationale collectieve arbeidsovereenkomst van 14 oktober 2013 tot verlenging van de algemene nationale collectieve arbeidsovereenkomst van 01 september 2011;

Gelet op de algemene nationale collectieve arbeidsovereenkomst van 23 november 2015 tot verlenging van de algemene nationale collectieve arbeidsovereenkomst van 14 oktober 2013;

WORDT TUSSEN

Algemeen Christelijk Vakverbond ACV

Algemene Centrale ABVV

Algemene Centrale der Liberale Vakbonden van België

enerzijds

EN

De werkgevers van de ondernemingen die onder het Paritair Subcomité voor het vervaardigen van en de handel in zakken in jute of in vervangingsmaterialen ressorteren

anderzijds,

HET VOLGENDE OVEREENGEKOMEN :

HOOFDSTUK I. - Toepassingsgebied

Artikel 1

Deze collectieve arbeidsovereenkomst is van toepassing op de werkgevers en op de arbeiders en arbeidsters van de ondernemingen, hierna "werknemers" genaamd, die onder het Paritair Subcomité voor het vervaardigen van en de handel in zakken in jute of in vervangingsmaterialen ressorteren.

HOOFDSTUK II. - Draagwijdte van de overeenkomst

Art. 2

Deze collectieve arbeidsovereenkomst wordt gesloten voor de jaren 2015 en 2016 in uitvoering van hoofdstuk VIII - Opleiding en vorming, kwaliteit van de arbeid - van de algemene nationale collectieve arbeidsovereenkomst van 23 november 2015 tot verlenging van de algemene nationale collectieve arbeidsovereenkomst van 14 oktober 2013 voor het vervaardigen van en de handel in zakken in jute of in vervangingsmaterialen in toepassing van titel XIII, hoofdstuk VIII, afdeling 1 van de wet houdende diverse bepalingen van 27 december 2006 en in toepassing van artikel 30 van de wet op het Generatiepact van 23 december 2005.

Art. 3

In toepassing van artikel 8 van de collectieve arbeidsovereenkomst van 12 april 2002, gesloten in het Paritair Subcomité voor het vervaardigen van en de handel in zakken in jute of in vervangingsmaterialen, tot oprichting van een fonds voor bestaanszekerheid en vaststelling van zijn statuten, algemeen verbindend verklaard bij koninklijk besluit van 28 augustus 2002, bekendgemaakt in het Belgisch Staatsblad van 9 oktober 2002, kunnen de werkgevers die in de loop van 2015 en/of 2016 initiatieven nemen of genomen hebben tot opleiding en vorming van werklieden, genieten van een forfaitaire tegemoetkoming ten laste van het "Fonds voor bestaanszekerheid voor het vervaardigen van en de handel in zakken in jute of in vervangingsmaterialen".

Art. 4

Bij voorrang dienen deze opleidings- en vormingsinitiatieven toe te komen aan de vervangers van zij die in het stelsel werkloosheid met bedrijfstoelage zijn getreden. Indien er geen vervangers zijn, worden deze middelen bij voorrang voor nieuwe aanwervingen besteed.

Art. 5

Deze forfaitaire tegemoetkoming wordt enkel verleend na voorafgaandelijke schriftelijke aanvraag gericht aan de raad van bestuur van voormeld fonds, p/a Krommewege 52, te 9990 Maldegem.

Art. 6

Het bedrag van de forfaitaire tegemoetkoming wordt door de raad van bestuur van voormeld fonds vastgelegd naar gelang van de jaarlijkse budgettaire besteding.

Art. 7

Het totaal van de jaarlijkse besteding zal in 2015 en in 2016 in elk geval 0,20 pct. op de bruto loonmassa bedragen.

Art. 8

Bij werkloosheid met bedrijfstoeslag zal het vervangingsengagement bij voorrang ingevuld met personen, behorend tot risicogroepen.

Voor de toepassing van deze collectieve arbeidsovereenkomst verstaan de partijen onder risicogroepen:

- de werknemers uit de sector voor het vervaardigen van en de handel in zakken in jute of in vervangingsmaterialen die zonder bij- of omscholing het risico lopen langdurig werkloos te worden;
- de werknemers die door herstructurering of sluiting van hun onderneming hun werk verliezen en die zonder bij- of omscholing het risico lopen langdurig werkloos te worden;
- de werknemers die gedurende een lange periode getroffen zijn door tijdelijke werkloosheid;
- de werkzoekenden.

Art. 9

Tenminste 0,05 pct. van de loonmassa dient te worden voorbehouden aan één of meerdere van volgende risicogroepen:

1. de werknemers van minstens 50 jaar oud die in de sector werken;
2. de werknemers van minstens 40 jaar oud die in de sector werken en bedreigd zijn met ontslag:
 - a) hetzij doordat hun arbeidsovereenkomst werd opgezegd en de opzeggingstermijn loopt;
 - b) hetzij doordat zij tewerkgesteld zijn in een onderneming die erkend is als onderneming in moeilijkheden of in herstructurering;
 - c) hetzij doordat zij tewerkgesteld zijn in een onderneming waar een collectief ontslag werd aangekondigd;
3. de niet-werkenden en de personen die sinds minder dan een jaar werken en niet-werkend waren op het ogenblik van hun indiensttreding. Onder "niet-werkenden" wordt verstaan:
 - a) de langdurig werkzoekenden, zijnde de personen in het bezit zijn van een werkkaart, bedoeld in artikel 13 van het koninklijk besluit van 19 december 2001 tot bevordering van de tewerkstelling van langdurig werkzoekenden;
 - b) de uitkeringsgerechtigde werklozen;
 - c) de werkzoekenden die laaggeschoold of erg-laaggeschoold zijn in de zin van artikel 24 van de wet van 24 december 1999 ter bevordering van de tewerkstelling;
 - d) de herintreders, zijnde de personen die zich na een onderbreking van minstens één jaar terug op de arbeidsmarkt begeven;
 - e) de personen die gerechtigd zijn op maatschappelijke integratie in toepassing van de wet van 26 mei 2002 betreffende het recht op maatschappelijke integratie en personen die gerechtigd zijn op maatschappelijke hulp in toepassing van de organieke wet van 8 juli 1976 betreffende de openbare centra voor maatschappelijk welzijn;
 - f) de werknemers die in het bezit zijn van een verminderingskaart herstructureringen in de zin van het koninklijk besluit van 9 maart 2006 betreffende het activerend beleid bij herstructureringen;
 - g) de werkzoekenden die niet de nationaliteit van een lidstaat van de Europese Unie bezitten, of van wie minstens één van de ouders deze nationaliteit niet bezit of niet bezat bij overlijden, of van wie minstens twee van de grootouders deze nationaliteit niet bezitten of niet bezaten bij overlijden;

4. de personen met een verminderde arbeidsgeschiktheid, namelijk :
- de personen die voldoen aan de voorwaarden om ingeschreven te worden in een regionaal agentschap voor personen met een handicap;
 - de personen met een definitieve arbeidsongeschiktheid van minstens 33 pct.;
 - de personen die voldoen aan de medische voorwaarden om recht te hebben op een inkomensvervangende of een integratie-tegemoetkoming ingevolge de wet van 27 februari 1987 op de tegemoetkomingen aan personen met een handicap;
 - de personen die als doelgroepwerknemer tewerkgesteld zijn of waren bij een werkgever die valt onder het toepassingsgebied van het Paritair Comité voor de beschutte en de sociale werkplaatsen;
 - de gehandicapte die het recht op verhoogde kinderbijslag opent op basis van een lichamelijke of geestelijke ongeschiktheid van minstens 66 pct.;
 - de personen die in het bezit zijn van een attest afgeleverd door de Algemene Directie Personen met een Handicap van de Federale Overheidsdienst Sociale Zekerheid voor het verstrekken van sociale en fiscale voordelen;
 - de persoon met een invaliditeitsuitkering of een uitkering voor arbeidsongevallen of beroepsziekten in het kader van programma's tot werkhervatting;
5. de jongeren die nog geen 26 jaar oud zijn en opgeleid worden, hetzij in een stelsel van alternerend leren, hetzij in het kader van een individuele beroepsopleiding in een onderneming, bedoeld in artikel 27, 6° van het koninklijk besluit van 25 november 1991 houdende de werkloosheidsreglementering, hetzij in het kader van een instap-stage, bedoeld in artikel 36quater van hetzelfde koninklijk besluit van 25 november 1991.

Art. 10

Van de in artikel 9 bedoelde inspanningen moet minstens de helft besteed worden aan initiatieven ten voordele van één of meerdere van de volgende groepen:

- a) de in artikel 9, 5° bedoelde jongeren;
- b) de in artikel 9, 3° en 4° bedoelde personen die nog geen 26 jaar zijn.

Art. 11

De raad van bestuur van voormeld fonds wordt belast met de uitvoering van deze collectieve arbeidsovereenkomst en met het toezicht op de aanvragen, de opleidingsprogramma's en de afrekening van de gevraagde financiële tussenkomsten.

Art. 12

De raad van bestuur maakt jaarlijks een evaluatie van de gedane inspanningen welke bij het verslag van het fonds aan het paritair comité wordt gevoegd.

Art. 13

De ondertekende partijen vragen dat deze collectieve arbeidsovereenkomst algemeen bindend zou verklaard worden per koninklijk besluit.

Art. 14

Deze collectieve arbeidsovereenkomst treedt in werking op 1 januari 2015 en houdt op van kracht te zijn op 31 december 2016.